

## ENQUÊTE ANUELLE

# Les PME déplorent leurs relations avec les grands groupes

C'est le principal **OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT DES PME INNOVANTES** selon le questionnaire réalisé par le Comité Richelieu.

PAR FABIEN PILIU

**E**t si les pouvoirs publics se trompaient ? Alors que le gouvernement s'active tous azimuts pour fluidifier le financement des PME, l'enquête annuelle du Comité Richelieu jette un pavé dans la mare. En effet, sur les 400 chefs d'entreprise interrogés par l'association qui défend les intérêts des PME innovantes, seuls 19 % d'entre eux citent les difficultés d'accès au financement comme principal obstacle à leur développement. Ils étaient 28 % l'année dernière. Même constat pour le financement de la recherche et développement.

Seuls 9 % des entrepreneurs, contre 10 % l'année dernière, estiment que celui-ci constitue leur principal problème. En revanche, comme en 2008, ce sont surtout les relations avec les grands comptes qui contrarient le développement des PME. Cité par 40 % d'entre elles lors de la précédente enquête, cet obstacle l'est maintenant par 51 % des entreprises.

■ **« DES MESURES INCITATIVES »**  
« C'est l'accès au chiffre d'affaires qui les préoccupe le plus singulièrement », constate Emmanuel Leprince, le dé-

légué général du Comité Richelieu qui, à travers le pacte PME, tente de renforcer ces liens PME-grands groupes. « Nous voulons plus de commandes, pas des sous », explique Patrick Rambour de la société SNE Premier, experte en mécanique de précision. « Il faut des mesures incitatives pour garantir un minimum de commandes aux PME compétitives sur les grands projets afin de leur permettre d'avoir de bonnes références nationales », complète Yves Alexandre chez Axiohm, société spécialisée dans les technologies d'impression thermique. Selon le

Comité Richelieu, ce « verrou marché » a plusieurs origines : une inhibition face au risque de défaut des PME, la politique de globalisation des achats, une culture de numéro un chez les grands comptes, ce qui limite l'ouverture de nouveaux marchés aux PME. « Ce verrou va donc directement à l'encontre de l'émergence de nouvelles entreprises de taille intermédiaire », estime Emmanuel Leprince. Quant aux contraintes fiscales et sociales, elles se classent au troisième rang des préoccupations des chefs d'entreprise.

Comment expliquer ce décalage entre les difficultés des PME et le diagnostic gouvernemental ? On peut imaginer que les efforts du gouvernement pour que l'accès au crédit ne se tarisse pas ont été particulièrement efficaces. Citons notamment le plan PME de 26 milliards d'euros lancé en octobre, ou encore les 2 milliards de prêts participatifs récemment annoncés pour renforcer leurs fonds propres. On peut aussi craindre une méconnaissance du quotidien des PME. ■

## Les principaux sujets de préoccupation pour les PME

Solde des réponses en %

Enquête réalisée en octobre 2008 et octobre 2009 auprès d'un panel de 400 PME innovantes.



## FINANCES PUBLIQUES